



SI LA FRANCE SE RENIE, PLUS RIEN NE NOUS LIE... ?

ÉDITORIAL

L'Accord de Nouméa va au-delà de sa « durée » ; ce sont deux promesses solennelles et définitives :

- Construire ensemble « une complète émancipation » d'ici « à la fin de cette période ».
- Garantir constitutionnellement que chaque avancée vers ce but sera « sans possibilité de retour ».

Le 'béton' de ces concepts a été cimenté avec la France, à la lueur des trahisons précédentes via des lois, décrets et circulaires français, des tentatives de noyades démographiques du peuple autochtone, et des refus d'obtempérer aux injonctions des textes de l'ONU.

En 1956 la Calédonie a choisi de rester française, contrairement à l'essentiel de ses autres colonies, parce qu'il y avait une promesse d'autonomie et de droit de vote aux kanak alors majoritaires.

Or le conseil de gouvernement élu de l'époque a été stoppé par un simple décret du gouverneur, suite à une manifestation de colons de la droite extrême !

Or l'autonomie légale a été annulée en 1963 par une nouvelle loi.

Or le poids du vote kanak a été minoré aussitôt par une immigration voulue pour cela, dès 1957.

En 1983 (Nainville), les Kanak ont déclaré inclure les personnes déjà établies, pour construire le pays avec elles, la France reconnaissant alors son droit à l'indépendance.

Or en 1984, l'élection qui mettait en œuvre le statut Le-moine -plus progressiste- conservait un corps électoral très large, rendant impossible l'émergence des autochtones déjà rendus minoritaires.

En 1988, les Accords de Matignon prévoyaient une consultation sur l'indépendance en 1998.

Or malgré le verrouillage d'un référendum national et local qui le garantissait, celui-ci a été reporté.

En 1998, l'Accord de Nouméa offrait une garantie supplémentaire pour ses engagements.

Or malgré cette garantie d'être « gravé dans le marbre » de la constitution, l'on nous dit maintenant qu'il suffira de casser le marbre pour tout remettre en cause.

Que la France se renie encore est possible, voire probable.

M. Macron l'a déjà fait plusieurs fois avec nous. Par l'arrêt des comités des signataires depuis 3 ans (point 6.5 ADN), en imposant la consultation au 12/12/21, ce qui reniait la parole précédente de son 1^{er} ministre, en maintenant cette date en période Covid, ce qui reniait l'engagement de l'ADN de respecter enfin l'identité Kanak, etc.

Rappelons qu'un changement constitutionnel exige le vote concomitant des députés et sénateurs réunis en congrès (traditionnellement à Versailles) à la majorité dite « qualifiée » de 60 %.

M. Macron, rendu minoritaire à l'assemblée nationale française, garde contre nous toute sa capacité de nuire : sa coalition « Ensemble ! » (LREM+MoDem+Horizons) a 240 députés, le RN 89, et LR 62. Cela fait 391 députés sur 577 (soit + de 60 %), capables de ne pas comprendre les risques évidents de guerre civile.

Quant au sénat, il est plus colonialiste et plus à droite encore que l'assemblée nationale.

Sénateurs et Députés sont donc en capacité de voter sur la demande du Président la fin du corps électoral gelé, donc de la citoyenneté et de l'emploi local, entraînant aussi la noyade démographique autochtone, l'abandon des transferts encore dus, le rejet des textes de l'ONU, et in fine la trahison des deux engagements majeurs déjà pervertis de l'ADN cités ci dessus : l'accès à l'indépendance promise, et en tout état de cause la garantie d'aucun retour en arrière.



DANS CE NUMÉRO

Éditorial 1

ELECTIONS

Législatives NC : quel bilan ? 2

Législatives polynésiennes : 3/3 de Oui à l'indépendance . 2

ÉCONOMIE

Un an de gouvernement collégial à présidence indépendantiste 3

POLITIQUE

Le Comité Stratégique des Indépendantistes (CSI) 4

Mme Backès secrétaire d'état : reconnaissance d'une allégeance, et plus ! 4

Darmanin, Carencio, Backès : un attelage improbable ? 5

INTERNATIONAL

51^{ème} Forum des Iles du Pacifique : une critique sèche contre la France 6

Entretien avec m. Wenda, Président du gouvernement provisoire de West Papua ... 7

HISTOIRE

Poignée de main Tjibaou / Lafleur : Quel statut pour cette statue ? 8

HOMMAGE

L'équipe de la Voix de Kanaky tient à rendre hommage à Jean-Philippe TJIBAOU..... 8



LÉGISLATIVES NC : QUEL BILAN ?

Un bon mois après les Législatives, « La Voix de Kanaky » se doit de traiter cette échéance électorale, étape importante de la vie politique dans notre contexte. De ce fait, les enseignements qui en découlent ne sont pas à prendre à la légère...

■ Avoir fait campagne a été positif...

A l'heure où les droites et l'État martaient en méthode Coué leurs mensonges sur leurs trois victoires légales et légitimes (?!!), il convenait de rappeler aux électeurs les faits, les manquements aux paroles, à l'ADN, à l'ONU, et notre indéfectible volonté d'indépendance.

■ Depuis 1986, des résultats qui soulignent le poids des 'résidents'...

Une fois de plus, la droite coloniale a emporté les Législatives face aux candidats unitaires indépendantistes... Philippe Dunoyer de Calédonie Ensemble dans la 1ère circonscription face à Wali Wahetra et Nicolas Metzdorf, ancien de Calédonie Ensemble dans la 2^e circonscription face à Gérard Reigner.

■ Trop d'obstacles à surmonter pour la mouvance nationaliste...

Si la forte abstention n'est pas une surprise pour ce genre d'échéance électorale, c'est une déception tout de même perceptible

pour nous. Néanmoins, plusieurs raisons peuvent être invoquées pour expliquer ce manque de mobilisation :

- une stratégie globale de long terme qui doit être mieux discutée et partagée par notre mouvance,
- un découpage électoral de 1986 tricoté sous Pasqua pour favoriser la droite coloniale,
- un corps électoral général peu favorable aux indépendantistes,
- une unité nationaliste sur l'enjeu un peu précipitée avec un casting de candidatures délicat,
- et un temps de campagne trop court pour nous...

■ Une nouvelle configuration nationale plus favorable...

Notre déception est relativisée par les résultats très satisfaisants en métropole et dans les autres Outre-Mer, notamment en Polynésie dite française.

Si les macronistes et leurs acolytes ob-

tiennent une majorité, elle n'est que relative. Les partis de gauche avec la *Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale (NUPES)* rentrent en force à l'assemblée nationale et constituent désormais une force d'opposition incontournable, qui équilibrera un peu les délires colonialistes d'autres forces.

De plus, des indépendantistes d'outre-Mer débarquent au Palais Bourbon. Cerise sur le gâteau, les trois circonscriptions de Polynésie ont été remportées par les indépendantistes du *Tavini*.

Petit bémol : le *Rassemblement National* place 98 députés alors que les analystes politiques n'en avaient prévu qu'une trentaine... Ah, les sondages ! 🐸

A défaut de représentant indépendantiste à l'assemblée nationale, la nouvelle configuration peut être un levier favorable permettant de s'opposer à tout passage en force de l'État français macronien en vue du Référendum-projet de juin 2023...

LÉGISLATIVES POLYNÉSIENNES : 3 sur 3 de OUI A L'INDÉPENDANCE !

La Polynésie : son nom correspond à ses habitants originels, toujours plus de 80 % de la population totale. Et ils semblent vouloir se débarrasser du suffixe « Française » ...

Leur pays de 4 000 km² compte 280 000 habitants et 120 îles en 5 archipel. (NC : 271 000 hab / 19 000 km²).

Ils avaient 1 député jusqu'en 1978 (comme nous), puis 2 jusqu'en 1988 (comme nous), et 3 depuis lors (la NC reste scotchée à 2 !).

La Polynésie oscillait entre élus autonomistes et de droite depuis 1978. Puis 3 députés autonomistes en 2012. En 2017, un indépendantiste était enfin élu, avec 2 autonomistes.

2022 signe un raz de marée, avec 3 députés indépendantistes pour 3 sièges !

- Moetai Brotherson, 53 ans, réélu triom-

phalement (61%), est ingénieur.

- Steve Chailloux, 37 ans, élu confortablement (59%), est professeur de tahitien.
- Tematai Le Gayic est le plus stupéfiant : à 21 ans, il devient le plus jeune député de toute la 5^{ème} république, en battant de justesse (51%), notamment à Papeete, Nicole Bouteau, ex ministre polynésienne ! Étudiant en sciences sociales, il a déjà aussi une double licence Histoire / Sciences politiques.

Un triple exploit qui doit ravir Oscar Temaru, vieux leader du parti indépendantiste, le *Tavini hui ra'atira* (Servir le peuple), et notre ami de longue date.

Leur but principal : « *qu'on nous reconnaisse en tant que peuple* » et « *ramener les compétences détenues par l'État au gouvernement local* ».



Le dossier explosif de l'irradiation par les essais nucléaires français de nombreux polynésiens, et niés jusqu'aux révélations récentes de « Disclose » sera aussi sûrement mieux défendu...

Rappelons que la Polynésie a été réinscrite en 2013 sur la liste de l'ONU des territoires à décoloniser, et souhaitons à nos frères et sœurs que les vents du large leurs soient favorables.

Cerise sur le gâteau : Moetai Brotherson a été élu président de la délégation aux outre-mer de l'Assemblée Nationale, une double première depuis sa création en 2012 : un élu du Pacifique, indépendantiste de plus ! 🐸

UN AN DE GOUVERNEMENT COLLÉGIAL À PRÉSIDENTIE INDÉPENDANTISTE : Un an de trop pour la droite coloniale !

Comme une bête blessée, la droite coloniale saisit le moindre espace médiatique pour déverser sa haine du gouvernement collégial présidé par un indépendantiste et demander sa démission.

Mais, que reproche-t-elle, cette droite coloniale, qui a détenu le pouvoir institutionnel pendant plus de 40 ans, à ce gouvernement qui vient tout juste de fêter son premier anniversaire le 8 juillet 2022 ?

Pas vraiment impressionné, le gouvernement de Louis Mapou a relevé avec une certaine réussite les défis des enjeux essentiels en cours.

Donc, quel bilan après un an de gestion dans un contexte de crises de toutes sortes ?

■ Des grands rendez-vous institutionnels assumés pleinement...

Dès sa mise en place le 8 juillet 2021, le gouvernement collégial indépendantiste a tout de suite fait l'objet des critiques les plus acerbes de la part des pro-colonialistes. Toujours aussi paternaliste, la droite coloniale doutait déjà ouvertement de la capacité de ce 17^e gouvernement à respecter les grands rendez-vous institutionnels, décrits ci-après...

A partir d'un budget primitif 2021 « minimaliste » concocté par le représentant de l'État français, le gouvernement Mapou a fait voter au Congrès deux décisions modificatives fin 2021 pour prendre en compte la crise sanitaire urgente. Des décisions qui intègrent les aides de l'État français au titre de la solidarité « nationale »...

Cette situation de crise sanitaire a décalé la Déclaration de Politique Générale (DPG), prononcée par le président Mapou le 25 novembre 2021 au Centre Culturel Tjibaou, un lieu hautement symbolique.

A part quelques remarques sur la forme, cette DPG n'a appelé aucune opposition

fondamentale de la part des pro-colonialistes.

Autre exercice obligé, le 14 février 2022, le président Mapou, au nom du gouvernement collégial, a présenté devant les élus du Congrès le débat d'orientation budgétaire (DOB) esquissant ainsi pour les années à venir les orientations concernant les dépenses et recettes.

Enfin, le 29 mars 2022, sur proposition du gouvernement, le Congrès a adopté les différents budgets de la Nouvelle Calédonie : budget de reversement, budget de répartition et budget dit 'propre' de la *Nouvelle Calédonie*.

Leur adoption avant le 31 mars n'est pas anodine puisque cela permet à la Nouvelle Calédonie de garder la main sur ses budgets et finances. Au-delà de cette échéance, si les budgets ne sont pas adoptés, cela sera de nouveau le représentant de l'État français qui décidera. Et c'est ce qu'a tenté de provoquer la droite colonialiste, par une manœuvre qui a échoué, heureusement pour le pays.

■ Des défis marqués par l'urgence et les crises, tout en préparant les réformes structurelles...

Pendant cette période d'un an, le gouvernement Mapou aura traité des dossiers d'extrême urgence, et non des moindres. Restait -provisoirement- la frustration que les réformes structurelles de fond tant attendues semblaient alors en stand-by ... ce qui n'était pas le cas !

La crise sanitaire du Covid 19 et de ses variants a été, de loin, le premier gros dossier et le plus difficile. En effet, cette crise a été marquée par des périodes d'urgence, de confinement, parfois strict, avec la mise en place de l'obligation vaccinale provoquée par la continuité territoriale imposée par l'État, créant ainsi des troubles sociaux et des divisions au sein de la société.

Autre dossier : l'agenda fiscal est un marqueur d'opposition idéologique entre les tenants d'un libéralisme sur la base d'une économie de comptoir colonial, et les promoteurs d'un socialisme progressiste.

L'objectif du gouvernement Mapou de rechercher des financements pour les besoins primordiaux par des mesures fiscales, essentiellement dans les poches de ceux qui en ont les moyens, et sur une période définie n'est apparemment pas partagé par tous.

Autre dossier transversal auquel le gouvernement Mapou s'attaque en début 2022 : les déficits des régimes sociaux. Un traitement enfin de choc avec en toile de fond la mise en œuvre, enfin encore, du plan Do Kamo...

En définitive, la droite coloniale voudrait reprendre la main sur le Congrès et le gouvernement parce que les politiques publiques menées au Congrès et surtout au Gouvernement remettent en cause des intérêts privés de grands groupes et de grandes familles qui ont toujours jusqu' à présent été de connivence avec les institutions, au détriment de la population.

Mais, pour réussir, elle devra « casser » politiquement la majorité océanienne... Et là, c'est une autre paire de manche !

La voix de Kanaky

Bimestriel • Responsable de publication :
Christian TEIN • BP 14948 - 98803 NOUMEA
CEDEX • Nouvelle-Calédonie
Email : lavoixdekanaky@gmail.com
Imprimé en 3000 exemplaires
par Graphoprint • ISSN N°260663239

LE COMITÉ STRATÉGIQUE DES INDÉPENDANTISTES (CSI)

Le CSI a été créé en novembre 2021, à la suite de la décision de l'État Français de maintenir la 3^{ème} Consultation de l'Accord de Nouméa au 12 décembre 2021.

Cette structure regroupe le FLNKS (Front de Libération National Kanak et Socialiste), les nationalistes et les forces vives : Parti Travailleuse (PT), Mouvement Nationalistes pour la Souveraineté de Kanaky (MNSK), Dynamique Unitaire Sud (DUS), USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanak et Exploités), CNTP (Confédération Nationale des Travailleurs du Pacifique), FLS (Front de Luttes Sociales).

Appelé au départ CSINP (Comité Stratégique des Indépendantistes de Non Participation), son objectif a surtout consisté à dénoncer le coup de force de l'État de maintenir la 3^{ème} consultation à cette date non-consensuelle du 12 décembre mais aussi à appeler les calédoniens à la Non-Participation.

Des opérations de communication ont été faites par médias interposés (dont La Voix de Kanaky), avec aussi des tournées sur le terrain pour expliquer la démarche, sachant

qu'il ne s'agissait pas ici de propagande électorale mais de réunions d'explication.

Les résultats de cette consultation sont aujourd'hui connus, à savoir que la participation a fortement chuté : le taux est passé de 85,6% à la 2^{ème} consultation en 2020 à 43,9 % en 2021, soit 41,7 points de moins. Plus de la moitié de l'électorat n'a pas voté. Même l'électorat anti-indépendantiste a chuté, de 7 397 voix par rapport au scrutin du 4 octobre 2020.

Au Congrès Populaire CSI du 8 mai 2022, à la tribu de N'Dé (Paita), le CSI est confirmé comme seul espace de coordination en lien avec le BP du FLNKS, et les membres du CSI sont habilités à travailler en concertation avec le BP du FLNKS sur l'intégration des nationalistes au sein du mouvement de libération nationale.

En termes d'organisation, le CSI se réunit tous les 15 jours. Il est animé par l'animation du BP du FLNKS.

En termes de perspectives voici le calendrier prévisionnel :

- 23 juillet 2022 : la Convention élargie du FLNKS a traité la question de l'unité, de la gouvernance et des bilatérales avec l'État français.
- 17 septembre 2022 : congrès extraordinaire du FLNKS avec en point d'orgue l'intégration des mouvements et forces vives indépendantistes au sein du FLNKS.

Le CSI s'installe ainsi comme un outil de la mouvance nationaliste. Le congrès populaire existait depuis déjà 2 ans, restait en fait à ce qu'un outil stratégique puisse relayer la mise en action de décisions unitaires.

En définitive, cette structure aura été l'interface de préparation à une plus grande unité, car elle devrait disparaître après ce congrès extraordinaire du Front du 17 septembre 2022. 🦋

L'histoire aura retenu qu'elle aura existé et agi à un moment clé de l'histoire de la lutte pour Kanaky. A moins que la conjoncture ne fasse apparaître d'autres aboutissements ; affaire à suivre...

Mme BACKÈS SECRÉTAIRE D'ÉTAT : RECONNAISSANCE D'UNE ALLÉGEANCE, ET PLUS !

Ce n'est pas l'efficacité de Mme Backès qui l'a distinguée pour cette fonction, mais sans doute ses capacités d'allégeance caméléon.

Niveau efficacité, chacun se souvient qu'à force de maudire *Calédonie Ensemble* (CE), alors aux manettes, pour les 'piètres' résultats de la consultation 2018 (56,6 % de Non quand ils espéraient 70%), elle a convaincu les loyalistes qu'elle ferait mieux, et aux provinciales 2019 elle l'a emporté contre CE sur ce thème.

Hélas ! En 2020, la victoire se faisait plus étriquée, à 53,3 %, soit 10 000 voix d'écart avec le OUI, et une tendance qui laissait présager un Oui victorieux pour 2022.

Niveau Caméléon, par contre, la souplesse de la dame a été remarquée et utilisée. En janvier de cette année, elle déclarait (JT NC 1^{ère}) qu'il n'était pas question d'être membre d'un gouvernement après les législatives. On la voyait de plus fréquenter le soutien local d'Eric Zemmour. D'ailleurs, en 2017, elle sou-

tenait M. Fillon au 1^{er} tour de la présidentielle, et penchait clairement pour Mme Le Pen au 2nd tour. Ne parlons pas des changements de partis locaux, l'on s'y perd.



Je, présidente de la Province Sud, regrette fortement que M. Darmanin ait annulé son voyage !



Je, Secrétaire d'Etat, estime qu'il s'agit d'un repli tactique décisif sur des positions préparées à l'avance !

Mais après quelques entretiens discrets avec M. Lecornu, puis des aller/retour éclair à Paris, son allégeance macronienne devenait étrangement fébrile, comme si un nirvana était proche. Le voici, secrétaire d'État. « Inattendu » dit-elle.

L'État re-colonisateur LREM utilise Mme Backès pour une triple manœuvre :

D'une part, pressentant sa défaite aux législatives, il l'a flattée pour qu'elle aide à obtenir 2 députés LREM et non LR chez nous.

D'autre part, les indépendantistes ne voulant pas discuter avec les déloyalistes locaux mais seulement avec l'État, ce dernier a cru astucieux pour sa politique d'étranglement contre nous d'habiller une déloyaliste locale en secrétaire... d'État ! Et enfin, il muselait les critiques possibles de la 'femme forte' de notre droite dure contre eux.

Nous sommes curieux de voir ce que fera Mme Backès en cas d'opposition entre son patron ministre et ses amis déloyalistes : penchera-t-elle pour Macron ou pour son parti local ?!

Gageons que Mme Backès, maintenant remerciée, le sera encore bientôt mais d'autre façon, quand le vent de l'histoire montrera les limites de son imposture contre nous et de ses revirements. 🦋

DARMANIN, CARENCO, BACKÈS : UN ATTELAGE IMPROBABLE ?



Avec E. Philippe, ce n'était pas la joie, mais au moins assez clair voire classe et presque honnête.

Le Président Macron a été 'surpris' par le résultat de la 1^{ère} consultation 2018 (ses services et la Droite estimaient le Non entre 65 et 75 %, il a été de 56,6%). Pour la 2^{nde} consultation en 2020, Il a fait confiance à Mme Backès qui promettait de faire mieux. Le résultat plus étriqué (53,3 % de Non) l'a résolu a reprendre la barre en direct sur son ministre Lecornu : quand on sait qu'on va gagner, on peut faire semblant d'être neutre, mais quand le risque de perdre à la consultation 2022 est avéré, on triche.

Mme Backès s'est 'rattrapée' en faisant basculer la majorité locale LR en LREM, et M. Macron a sans doute été sensible à ses conseils pour casser la dynamique indépendantiste ...

Depuis lors, c'est une cascade de dupes. Consultation anticipée de 9 mois et en pleines élections présidentielles (déclaré inconcevable avant par E. Philippe), date confirmée en pleine hécatombe Covid, proclamation éhontée que « les calédoniens se sont prononcés massivement contre l'accès à la pleine souveraineté » sans mention du boycott de 95 % des autochtones, entraînant un vote de 44 % des inscrits (85 % en 2020 !) et un petit 41 % de 'Non'.

Depuis, aussi, le verrouillage colonisateur se durcit :

■ M. Darmanin, débauché de la droite

extrême de LR, ami du Président et ministre de l'intérieur, est chargé des Outre-Mer.

■ Mme Backès, débauchée de la droite locale proche du RN devient secrétaire d'État à la citoyenneté sous ses ordres, ce qui sur le papier lui permettrait de participer aux négociations prévues par l'ADN.

Tous s'accordent à marteler les mêmes éléments de langage faux :

■ les calédoniens ont massivement acté à 3 reprises leur souhait de rester français. Les chiffres non seulement ne sont pas massifs, mais menaient à une victoire du Oui possible avec une consultation honnête et en 2022 comme prévu.

■ la victoire du Non entraîne un nouveau statut, dans la France. Les 3 affirmations sont fausses :

✱ la victoire du Non est contestable et largement contestée (cf article sur le Forum du Pacifique) ;

✱ un nouveau statut n'est pas obligatoire : les dispositions de l'ADN sont dites « transitoires » jusqu'à « la nouvelle organisation politique proposée », qui est la pleine souveraineté : ainsi, si un consensus pour un autre statut n'est pas trouvé, les règles politiques restent celles en vigueur actuellement.

✱ un statut dans la France n'est indiqué nulle part : ce pourrait être un statut d'indépendance association ou en parte-

nariat, car les consultations n'ont porté que sur un simple accès à la pleine souveraineté, sans évoquer ce choix, possiblement majoritaire au pays ; le document de l'État sur « les Conséquences du Oui et du Non » a d'ailleurs prudemment botté en touche cette possibilité !

Dans ce contexte, le trio Darmanin, Carenco, Backès n'ira pas loin !

A peine en place, ils explosent entre deux tendances :

■ le 5 juillet, M Darmanin annonce sa venue « plusieurs jours » en NC pour le 26 juillet, avec M. Carenco son ministre rattaché des Outre-mer ; et confirme depuis La Réunion le 10 juillet.

M. Carenco souligne alors qu'il veut « écouter, écouter ... », M. Darmanin parle d'« humilité », nouveau mot magique (emprunté à la coutume kanak) dont la répétition à toutes les sauces devient douteuse.

■ le 17 juillet, explosion en vol du projet : finalement, et sans aucune discussion préalable comme le regrette Thierry Santa, le séjour d'humilité et d'écoute est annulé, et un Comité des Signataires est imposé ainsi que sa date et son lieu. A Paris. Différé à septembre (la consultation avait été avancée soit-disant pour aller vite ...).

Peu probable que M. Carenco soit en phase avec tout ça. Démission prochaine ? Là, il s'agit officiellement de convoquer les parties pour enterrer l'ADN et valider la 1^{ère} pierre d'un projet de statut dans la France !

Évidemment, les indépendantistes refusent d'entrer dans ce jeu de dupes, à l'unanimité.

La machine infernale qui va dans le mur continue sa progression, aveugle des réalités et de la vérité des situations, sourde aux mises en garde d'intellectuels, du FLNKS, de l'ONU et du Forum des Iles du Pacifique. Une peccadille ... jusqu'à l'explosion et la condamnation internationale prochaines ?

51^{ème} FORUM DES ÎLES DU PACIFIQUE : UNE CRITIQUE SÈCHE CONTRE LA FRANCE

En décembre 2021, le Forum des Îles du Pacifique (FIP) représentant 18 États membres, avait envoyé une mission d'observation pour suivre notre 3^{ème} consultation du 12/12/2021. Son rapport, comme les réactions du GMFL (Groupe Mélanésien du Fer de Lance) ou d'autres, est plus que critique sur la légitimité et la crédibilité du scrutin ! Notre résumé ci-dessous est extrait et traduit du magazine *Islands Business*.

■ La mission observe que le scrutin d'auto-détermination s'est passé avec la non-participation de l'écrasante majorité du peuple indigène, ce qui en fait une représentation inexacte de la volonté des inscrits, ce qui laisse à penser à une profonde division ethnique, exacerbée par le refus de l'État de repousser la date.

■ Pour la mission, ce refus a défilé des décennies de travail pour promouvoir la réconciliation ; la manière dont le gouvernement Macron a forcé les choses met mal à l'aise la plupart des États du FIP.

■ La mission remarque qu'après sa progression forte entre la 1^{ère} et la 2^{ème} consultation, la coalition indépendantiste espérait une majorité finale au dernier scrutin programmé pour fin 2022 ; mais la France s'est précipitée pour tenir le scrutin dès la fin 2021, et ce de façon unilatérale, sans recherche d'un consensus. Une décision prise peu après que l'accord AUKUS rompe le partenariat de la France avec l'Australie.

■ Or en septembre et octobre 2021, la Calédonie a souffert d'une vague massive de Covid19, et les autorités coutumières et politiques avaient appelé à un report. Le refus a mené à un appel massif des partis, syndicats et coutumiers à une non-participation pacifique.

En conséquence le nombre de votants a plongé à près de la moitié de ce qu'il était en 2018 et 2020.

Conclusion du secrétaire général du FIP :
« je pense que l'option du FLNKS de ne pas participer était la chose honorable à faire ».
« Mon sentiment général est de la tristesse ».
« tristesse que la voix de la communauté indigène n'a été ni écoutée ni entendue ».

■ Des diplomates français ont dit au journal que la faible participation n'affectait pas son résultat selon la loi française, confirmée par le Conseil d'État.

La mission juge que si aucun minimum de votants n'est requis, alors certains principes démocratiques font gravement défaut.



■ En constatant l'écart des votants, de 81 % en 2018 et 85,7 % en 2020, puis moins de 44 % en 2021, le forum constate que l'esprit de l'ADN, qui dit réhabiliter l'identité Kanak et coutumière n'a pas été respecté.

■ Maintenant, le porte parole du FLNKS déclare que cette terre n'est pas une terre française mais une terre d'Océanie, une terre mélanésienne, et qu'ils ne veulent plus être les larbins du Pacifique Français et d'un axe Indo-Pacifique nébuleux.

■ Le GMFL, qui regroupe la Papouasie N^{elle} Guinée, Fidji, Salomon, Vanuatu, et le FLNKS, font écho aux préoccupations sur la légitimité du scrutin et sont unis derrière le FLNKS qui prépare de nouvelles négociations avec Paris.

Fidji et la Papouasie N^{elle} Guinée sont aussi membres du comité de l'ONU pour la décolonisation et jouent un rôle significatif de soutien du mouvement indépendantiste.

Le GMFL voudrait que la France reste honnête et fiable dans ses responsabilités de puissance administrante.

■ **La conférence des Eglises du Pacifique, organisation œcuménique principale de la région**, soutient le peuple Kanak, et tiendra son assemblée 2023 en Calédonie par solidarité. Son secrétaire général a été à New York plaider au Comité de Décolonisation de l'ONU

pour répondre au manque de morale et de légitimité politique de la consultation.

Il a demandé l'intervention des Fidji, de la N^{ouvelle}-Zélande et de l'Australie auprès de la France.

Mais l'Australie a semblé privilégier son partenariat avec la France plutôt qu'avec ses voisins Mélanésiens. Elle a tenté de faire édulcorer le rapport de la Mission du FIP.

Mickael Forrest, ministre Calédonien chargé des relations ex-

tiérieures a estimé que cela pose question car « l'Australie a toujours voté nos résolutions à l'ONU, y compris celle de cette année qui exprime ses préoccupations sur la conduite de la 3^{ème} consultation, expliquant que le Covid n'avait pas permis une vraie campagne et une décision libre » ! Pourtant, le Vice 1^{er} ministre Australien, craignant l'influence Chinoise dans la région, a déclaré que « La France est notre voisin, la France est une nation du Pacifique ». Mais pour ses voisins mélanésiens, la France est un pays européen et un pouvoir colonial dans le Pacifique.



En conclusion, *Island Business* souligne une grande première : Louis Mapou est le 1^{er} président du gouvernement indépendantiste de Calédonie à participer au Forum, avec une large délégation, incluant le président du Congrès NC. La question est de savoir comment l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou d'autres membres du Forum vont répondre à leur appel à un soutien sur le processus de décolonisation.



ENTRETIEN AVEC M. WENDA, Président du gouvernement Provisoire de West Papua

M. Benny Wenda est le Président de l'ULMWP, United Liberation Movement for West Papua, et du Gouvernement Provisoire indépendantiste en exil de la Papouasie Occidentale, occupée avec une très grande violence par l'Indonésie.

Il est de passage pour la 1^{ère} fois en Calédonie, et nous l'avons rencontré ce 22 juillet avec grand plaisir mais ... en anglais.

« West Papua », 420 000km², 2,5 millions d'autochtones et 1,5 millions d'immigrants indonésiens, est la partie ouest de l'île de Papouasie, dont l'Est est constitué de l'État de Papouasie Nouvelle-Guinée.

(cf LVDK n°16 : www.lindependant-knc.com/medias/files/lvdk-n-16-nov-dec-2019.pdf).

◆ M. Wenda nous donne d'emblée le cadre de sa visite.

En tant que mélanésien, il ne se sent pas un étranger avec nous mais chez lui, et nous serons chez nous dans son pays, blancs ou noirs.

Il est ici pour rencontrer le FLNKS, et souhaite que se renforce notre soutien mutuel à nos luttes semblables pour notre droit fondamental à déterminer notre émancipation du maître colonial.

Son pays a été volé et occupé illégalement par l'Indonésie. Ils tuent, torturent et emprisonnent. Près de 500 000 personnes ont été tuées et plus de 100 000 déplacées depuis 1960, et ça continue.

Il cite M. Walter Lini qui a dit à l'indépendance du Vanuatu que son pays sera vraiment libre quand toute la mélanésie le sera : cela inclut West Papua et la Kanaky.

« Nous disons au colonisateur que nous ne haïssons pas les colons immigrants, ils sont avec nous ; mais nous voulons notre souveraineté volée, notre souveraineté pour notre culture, nos langues, coutumes, valeurs, et notre héritage mélanésien ».

◆ Rencontres avec les indépendantistes.



M. Wenda a déjà rencontré les présidents du gouvernement et du congrès, et le bureau du FLNKS, qui le soutiennent ; son mouvement est observateur du Groupe Fer

de Lance Mélanésien avec le FLNKS qui en est membre., et dont il espère qu'il soutiendra sa demande d'admission pleine.

Un « Mémorandum of Understanding » (protocole d'entente) a été signé entre le FLNKS et l'ULMWP au lendemain de cet entretien.

◆ Relations avec la France.

La France membre du conseil de sécurité de l'ONU, qui doit protéger l'être humain, doit agir pour qu'il n'y ait plus de meurtres, de génocide, d'emprisonnements, de torture. La France doit aussi soutenir la West Papua, si elle est intéressée par le Pacifique, et par les mélanésiens car elle est aussi ici en Calédonie.

« Ici, vous avez pu signer l'Accord de Nouméa, qui peut servir d'exemple au gouvernement indonésien » : la France pourrait encourager l'Indonésie à faire pareil, avec un référendum d'autodétermination.

◆ Forum des Îles du Pacifique 2022.

M. Wenda n'y a pas participé directement ; le Forum n'a pas parlé cette fois de West Papua, il s'est concentré sur le réchauffement climatique et l'influence chinoise dans le Pacifique. Mais le délégué de l'ULMWP, Rony Karen, basé en exil à Melbourne, y était. Et l'important c'est la résolution du FIP de 2019 qui demande à l'Indonésie d'autoriser l'envoi en West-Papua d'une délégation des droits de l'homme de l'ONU. Résolution appuyée par 79 pays, dont ceux ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) ; mais l'Indonésie refuse depuis 3 ans, et M. Wenda est aussi là pour pousser sur ce point.

◆ La Papouasie Nouvelle-Guinée.

Les gens sont très solidaires. Le pouvoir a peur de l'Indonésie, ayant une longue frontière avec la West Papua. Mais le nouveau gouvernement de M. Marapé a accepté la résolution du FIP et ACP car ils voient que beaucoup de gens, leurs frères, sont tués...

◆ L'ONU.

Elle a refusé de reconnaître le référendum 'bidon' de 1969 ou 1 délégué pour chaque 500 personnes furent choisis par l'Indonésie



et ont voté pour l'annexion ! L'ONU confirme l'assassinat encore récent d'enfants.

L'occupation est jugée illégale, comme avant pour Timor Est (devenu indépendant)

◆ Situation personnelle.

Evadé d'une prison indonésienne en 2003, après 3 tentatives d'assassinat (beaucoup de leaders Papou ont été tués en prison avant lui), il est un des rares à avoir réussi à s'échapper. Il a maintenant un passeport britannique, mais il reste aussi au Vanuatu ou le gouvernement l'accueille avec une représentation de l'ULMWP.

L'Indonésie l'a mis sur liste rouge, et a poussé Interpol à faire de même, mais Interpol a répondu que c'était une demande politique et non justifiée. Il est maintenant libre de circuler.

Nous souhaitons courage à M Wenda, persévérance et réussite pour son pays, et serons heureux de l'accueillir à nouveau, avec espérons-le de meilleures nouvelles.

HAÏKU :
Traversée longue,
Entre l'ordre et la morale,
Libère mon monde !

POIGNÉE DE MAIN TJIBAOU / LAFLEUR : QUEL STATUT POUR CETTE STATUE ?



Ce 26 juin 2022, les Médias ont aimé associer l'évènement de la pose de la statue sur la Place des Cocotiers à un symbole de paix.

Certes, côté indépendantiste, l'on apprécie le symbole, ainsi que le remplacement de la statue du gouverneur Olry, massacreur de l'insurrection Kanak de 1878 (plus de 1 000 morts, soit 2 fois plus par habitant Kanak que la 2^{de} guerre mondiale pour les français), mais le plaisir reste mitigé d'un malaise palpable.

Car c'est mettre à égalité un homme de la droite extrême, organisateur de milices, dictateur dans son camp et colonisateur héritier milliardaire, avec un autre homme simple, cultivé, épris d'humanisme, de liberté, refusant la violence à en mourir, défendant avec bonté un droit inaliénable face à une patrie des droits de l'homme pervertie.

Car aussi et surtout c'est figer faussement un espoir déçu de l'histoire, au moment où le « pari sur l'intelligence » de J.-M. Tjibaou est trahi par la France et une droite locale qui n'a jamais assumé sa signature de l'ADN et l'a même torpillé.

Car notre combat est pour la liberté ; et la paix, notre moyen privilégié, a été détournée contre nous.

Qu'importe. Le monde indépendantiste sait la différence, et voit en son cœur son héros, seul martyr des deux ; les autres penseront ce qu'il veulent de son vis à vis.

REJOIGNEZ NOUS !
Indépendantiste, vous avez l'envie
de militer et argumenter ?
Vous avez une capacité de rédaction
et un peu de temps ?
**REJOIGNEZ NOTRE COMITE
DE RÉDACTION !**

HOMMAGE

L'équipe de la Voix de Kanaky tient à rendre hommage à Jean Philippe TJIBAOU, fils aîné de Jean-Marie Tjibaou, décédé le 5 juin 2022.

Ces dernières années

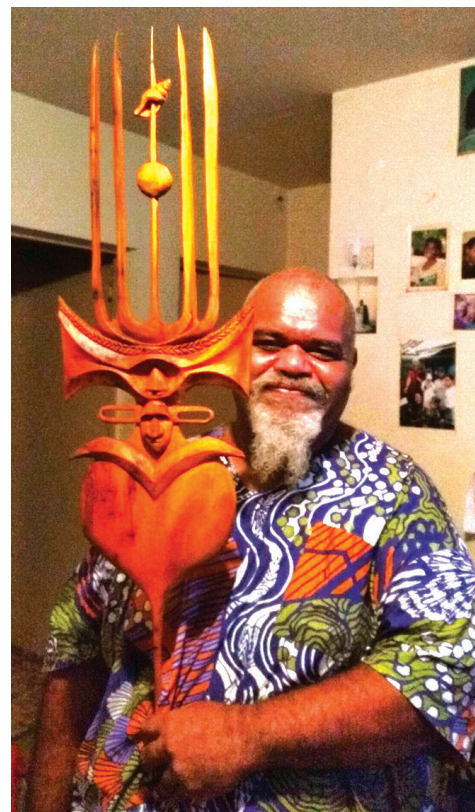
Artiste renommé pour la finesse de ses œuvres, animateur et militant d'éducation populaire, Jean Philippe rédigeait des articles depuis 2013 dans la Voie du FLNKS l'ancien nom de notre journal. Ces articles portaient principalement sur la démocratie, sur la liberté d'expression, l'éducation et le droit de vote des kanak. Il s'est engagé au sein de la Commission Politique et Citoyenneté du FLNKS et Nationaliste en 2011 car il a été surpris que des kanak ne puissent pas exercer leur droit de vote. Il a initié l'émission « Vu du bateau » en 2013 sur Djiido « lorsque les mamans » Marika et Mado lui ont demandé, ainsi qu'à Florenda, sa compagne, de participer aux travaux de la commission Politique et citoyenneté du FLNKS et des Nationalistes en 2011, le

fondement de l'engagement du « bateau » était l'article 3 de la constitution de la République de KANAKY déposé en 1987 à l'ONU, imposant un exercice « obligatoire » du droit de vote dans notre nouvelle nation. Cet engagement a impliqué d'informer, de former, de donner la main pour prendre en charge le travail dans les commissions administratives spéciales.

Jean Philippe, l'équipe de la Voix de Kanaky te remercie pour ton engagement au service de ton peuple, pour ta grande valeur de sculpteur et pour le penseur libre que tu étais.

Toutes nos pensées et condoléances vont aussi à Florenda, partageant sa vie et leur fille Yônô.

Jean-Philippe nous ne t'oublions pas.



BULLETIN D'ABONNEMENT / RÉABONNEMENT à LA VOIX de KANAKY Date :

Notre journal vit par les abonnements et ventes à la criée – merci pour votre contribution. Envoyer ce bulletin + règlement à **ÉLAN DES CONQUES BP 14 948 - 98803 NOUMÉA CEDEX**. Ou ODV + nous informer : lavoixdekanaky@gmail.com

Pour NC (mettre ■) : ☐ 6 numéros (1an) : 1 000 FCFP ☐ 6 numéros (1an) abonnement de soutien : 3 000 FCFP ou +.

Hors NC (mettre ■) : ☐ 6 numéros (1an) : 10 € ☐ 6 numéros (1an) abonnement de soutien : 30 € ou +

Banque : SGC B Compte : 18319 06711 43116927013 46 IBAN FR76 1831 9067 1143 1169 2701 346

Je fais mon paiement par ■ : ☐ Espèce ☐ Virement bancaire (ODV : compte ci-dessus). ☐ Chèque à « Élan des Conques »

Adresse demandée d'envoi des journaux ■ : ☐ par e-mail ☐ en format papier ☐ ou les 2 modalités d'envoi

NOM ou STRUCTURE : PRÉNOM :

Adresse :

Code postal : Localité : Pays :

Contact : Tél : Email (infos+envoi .pdf):